

Une nouvelle phase de décentralisation : danger pour la laïcité en Alsace

Le 14 février 2023, durant l'examen de loi sur les retraites, le gouvernement a chargé trois ministres de réunir les représentants des collectivités locales (des communes à la région) pour « discuter sans tabou, ni entraves » de la politique du logement à partir des besoins des territoires. Les ministres présents étaient ; Christophe Béchu (transition écologique et cohésion des territoires, Olivier Klein (Ville et logement) et Olivier Faure (Collectivités territoriales et Ruralité). D'autres thèmes suivront (Bien vieillir, Petite enfance, le Travail).

Le cœur du sujet est ailleurs, selon « Le Monde » des 12 et 13/02/2023 : les rapports État /territoires devraient s'organiser autour de trois blocs :

- Les communes et intercommunalités pour la proximité.
- Le duo départements/régions pour le développement territorial en prenant en compte la diversité territoriale.
- Le duo État/Union européenne pour les domaines régaliens.

Élisabeth Borne est favorable à en ajouter une couche pour fluidifier le duo département/région avec le retour des Conseillers territoriaux siégeant à la fois au département et à la région s'ajoutant aux élus spécifiques. D'autres comme Carole Delga (présidente socialiste de la région Occitanie) ou Hervé Morin (UDI) y sont opposés. Morin estime que « ce serait la mort des départements ».

D'autres visent les « grandes régions ». Stéphane Séjourné, Secrétaire général de Renaissance est « favorable à la fin des grandes régions, pour revenir à un schéma plus simple et à taille humaine ». Arthur Empereur, Directeur de la communication de Renaissance fait le lien entre une forte abstention aux élections régionales et la taille des régions, alors qu'il leur reconnaît un « poids économique énorme ». Quatre régions sont particulièrement concernées : Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Rhône-Alpes et... Grand-Est.

Plusieurs présidents de région refusent le détricotage des régions. Des députés Renaissance tempèrent : « *On ne va pas revenir à vingt deux régions*. Il faut que ça vienne de la base, comme l'Alsace, dans le Grand-Est, laquelle s'appuie sur le « pacte girondin » vanté par Emmanuel Macron. Le nouveau président du Grand-Est défend fermement la nécessité de ne pas démembrer le Grand-Est au profit d'un retour à une région Alsace. Mais Alexis Kohler (Secrétaire général de l'Élysée et bras droit d'E. Macron), appuyé par quasiment tous les groupes politiques alsaciens sera à la manœuvre. La CEA deviendrait alors la région Alsace. Elle pourrait être dotée de nouvelles prérogatives notamment en matière d'éducation en phase avec les « expérimentations » déjà en cours. Laïcité d'Accord et le Collectif d'organisations laïques d'Alsace et de Moselle auraient sans doute encore plus de mal à se faire entendre. C'est pourquoi, il faut continuer nos actions pour gagner ce qui peut encore l'être, maintenant.

Claude HOLLÉ